

# LES CHOMEURS NE SE LAISSENT PAS ENCADRER

**ASSEDIC, Crédit Lyonnais, ANPE, Péage, DDASS : des occupations décidées collectivement [1].**

Sept janvier 1998, journée d'action des chômeurs. Nous sommes une centaine devant le siège des ASSEDIC : La C.G.T. qui plastronne avec son camion, quelques CFDT et ce qui reste d'A.C.! Beaucoup de manifestants sont des salariés, majoritairement des élus syndicaux présents grâce aux heures syndicales. Peu de chômeurs, si ce n'est un bon nombre du "Syndicat des chômeurs C.N.T.-A.I.T." Rideau fermé, délégation C.G.T. à l'intérieur, la "négociation" piétine et dehors, ça commence à s'énerver. C'est clair, la majorité des présents ne veut pas occuper. La C.G.T. et A.C.! n'ont pas les forces nécessaires. Il leur faudrait l'appui d'autres chômeurs (ceux de la C.N.T. !) ce qui changerait la donnée : perte du leadership de la C.G.T., mise en avant de la C.N.T... Inacceptable pour un cadre de la C.G.T.-P.C. qui nous traite de "casseurs" et de "provos". Un chômeur appelle alors à occuper le P.S., glaçant d'effroi les "gauches plurielles" présentes ... bien qu'hypocritement une partie d'entre elles aimerait bien que la C.N.T. s'en charge, histoire d'être solidaires des alliances électorales tout en escomptant quelques dividendes sur le dos du P.S. De nouveau, un adhérent de la C.N.T. critique le fait que, présentement, les permanents syndicaux décident pour les chômeurs. Le compagnon se fait traiter de "casseur", de "fouteur de feu aux banlieues", de "fasciste encarté F.N.". Un énergumène veut même frapper le compagnon. Il bouscule un chômeur qui réagit en lui mettant une baffe; ça le calme un peu. Une militante d'A.C.!, sentant la mainmise de la C.G.T., propose de ne pas attendre le retour de la délégation et d'aller manifester à la DDTE (Direction Départementale du Travail et de l'Emploi). Le groupe se divise et fond rapidement. Le camion de la C.G.T. amène une cinquantaine de présents pour une ballade en ville suivi benoîtement par quelques C.F.D.T. et les 4 ou 5 du groupe A.C.! sous leur banderole Nous sommes tous d'accord pour refuser d'occuper le C.C.A.S. (c'est-à-dire le bureau des aides sociales de la ville de Caen), ce qui déplacerait l'enjeu des ASSEDIC, (dont certains aimeraient faire oublier la gestion paritaire par les patrons et les syndicats) sur la ville de Caen, faisant le jeu des politiciens contre le maire. Notre objectif n'est pas de cette nature. Beaucoup comprennent que la C.G.T. ne veut étendre le mouvement que pour le contrôler avec la bénédiction du pouvoir.

Nous prenons alors la décision de créer un collectif de lutte des chômeurs, capable d'être large, auto-organisé, porteur d'autres revendications, et décidons dans la foulée d'occuper une ASSEDIC. Ce qui est fait le 8 janvier à 15 heures après neutralisation des vigiles. Le directeur de l'antenne ASSEDIC prend en otage les usagers qui attendaient leur argent en fermant les guichets. Les usagers commencent à protester, couvrant la voix du directeur. Nous prenons à témoin les personnes présentes que les salariés de l'agence ne sont ni menacés ni molestés, qu'aucune casse n'a lieu. Nous occupons en laissant les guichets et les bureaux libres pour ne pas pénaliser les usagers. Nous constatons aussi que le directeur, membre de la C.G.T., se livre à des provocations et pratique les techniques patronales de division et d'opposition des chômeurs entre eux et cela, alors même qu'ailleurs la C.G.T. occupe des antennes ASSEDIC.

Arrive FR3 qui veut filmer pour le journal. Nous donnons un communiqué appelant à la mobilisation. Des contacts sont pris. A 18 heures, nous sommes une cinquantaine. Dès lors, le rapport de force est intéressant. Dans de nombreuses villes, des occupations sont faites par 10 ou 20 personnes. A Caen, la C.G.T., A.C.! et tout le reste ne sont pas plus de 20 à occuper le CCAS. Des copains et copines continuent d'arriver. La C.N.T., qui a conservé des forces, popularise l'action. Finalement, la police viendra nous faire évacuer au même moment qu'à Rennes et dans d'autres villes de la région. L'occupation menée par la C.G.T., quant à elle, n'est pas virée. Il est vrai que celle-ci ne menace pas la cohésion du gouvernement[2].

Après les ASSEDIC, c'est au tour du Crédit Lyonnais, que nous occupons après avoir repoussé direction et vigiles. Nous organisons une collecte. Passants et clients de la banque sont assez complices et la cagnotte grimpe. Cela commence à se savoir.

16 h 30, une cinquantaine de policiers arrivent. Le commissaire, assez nerveux, pénètre dans la banque. Hélas, nous venons promptement d'avoir évacué les lieux. Cela semble agacer certains policiers que de se trouver devant une manifestation pacifique. La C.G.T. et quelques A.C. ! nous observent de l'autre côté de la rue, comme au spectacle. Il ne leur vient pas à l'idée de nous rejoindre pour protester, comme le font de nombreuses personnes passant par là. Peut-être ont-ils le secret espoir qu'un bon matraquage stoppe le collectif des chômeurs et ramène quelques récalcitrants à plus de "sagesse" et ... à les rejoindre ?

La police va-t-elle disperser le groupe ? Et bien non, elle disparaît une fois les grilles du Lyonnais baissées. Nous partons pour la manifestation. Notre arrivée est remarquée. La C.G.T., A.C. !, la F.S.U. et compagnie serrent les rangs, nous condamnant à la queue de manifestation. Notre sono, alimentée par une bande-son crée une atmosphère bon enfant. Nous faisons une prise de parole. Aussitôt la sono de la C.G.T. crache et nous couvre. Hélas pour eux, nous montons le son de la nôtre et l'air de la "Makhnovchina" est le plus puissant. Des chômeurs

protestent, crient à l'unité, se rendent compte de ce qui se passe, engueulent la C.G.T. et viennent renforcer nos rangs. La manif s'ébroue. Derrière nos banderoles, il y a beaucoup de monde qui s'époumone à scander "Partage du travail et des richesses".

Le lendemain est prévue l'occupation de l'A.N.P.E. (Agence Nationale Pour l'Emploi). La C.G.T. et compagnie devraient y être. Certains chômeurs du collectif ne voudraient pas qu'on se mélange avec eux. Débat. La position majoritaire est plutôt d'affirmer notre présence de ne pas s'effacer devant les actions de la C.G.T., de mener les nôtres et tant pis s'ils sont présents. Tant pis ou tant mieux car les chômeurs qui les suivent encore pourraient bien se sentir interpellés par nous. A notre arrivée, les autres ne sont pas là. Renseignements pris, ils sont déjà ... repartis. Ils n'étaient venus qu'à une vingtaine. L'A.N.P.E., prévenue par un coup de fil (tiens, tiens) avait baissé les grilles. Dépités, les cégétistes sont alors partis au syndicat des transports. Grilles ou pas, nous décidons d'entrer. C'est fait. Nous occupons l'A.N.P.E. La police ne semble pas vouloir intervenir. 13 heures 30 : après avoir collé les portes d'entrée avec les affiches du collectif, nous partons vers la cité populaire d'Hérouville. Notre sono diffuse la bande-son habituelle ainsi que nos communiqués, l'appel à la lutte et l'appel à rejoindre l'assemblée générale du collectif.

Le lendemain, nous occupons le péage autoroutier. La veille, une vingtaine de cégétistes se sont fait virer du même endroit. Par groupes, nous nous postons devant la douzaine de guichets. Un treizième groupe déploie les banderoles. Des copains munis d'appareils photo sont prêts au cas où des provocations auraient lieu. Dix gendarmes arrivent. Ils essaient de dissoudre la manifestation. Pendant ce temps, les automobilistes passent. Ils sont totalement libres de payer, ce que certains font, alors que d'autres passent devant les caisses et viennent nous donner leur obole. Départ pour un lieu discret. Comptage de la collecte : satisfaction, le collectif va pouvoir s'auto-financer. L'après-midi, tout le monde va à la manifestation. Le collectif et la C.N.T. se déploient en fin de cortège. Le camion C.G.T. est en tête. Juste sur le côté, devant nous, un camion banalisé attire notre attention. Coup d'oeil à l'intérieur : banderoles C.F.D.T. et un énorme haut-parleur. Tiens donc, eux aussi voudraient bien nous couvrir ! Petite Assemblée Générale improvisée immédiate: la C.N.T. décide de se placer devant le camion banalisé. La banderole du collectif nous rejoint. La manifestation s'ébranle, et la sono de la C.F.D.T. se répand dans le vide. La nôtre joue son rôle. Encore beaucoup de monde avec nous. Notre pôle est joyeux, ironique et scande ses slogans à plein poumons. Manoeuvre du camion CFDT qui essaye de comprimer nos rangs, de les fendre. Quelques copains de l'O.C.L., rejoints par des cénétistes, font alors rang devant le camion pour le freiner. Echec de la première tentative. Un moment après, une vingtaine de C.F.D.tistes viennent en appui du camion et tentent de nouveau de disloquer nos rangs. Peine perdue : un groupe de cénétistes fait immédiatement tampon. La banderole du collectif et celle de la C.N.T. s'alignent. La C.F.D.T. comprend alors que nous ne sommes pas disposés à subir et stoppe là ses provocations. Puis s'est au tour des cégétistes de venir nous rôder au tour. Décidément, on nous observe beaucoup !

Lundi, préparation des dossiers pour la cellule d'urgence. Les plus expérimentés aident les autres.

Mardi, occupation de la D.D.A.S.S. (Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale). Tractations d'usage. Une délégation est reçue et défend les dossiers[3]. Dans la foulée, l'antenne ASSEDIC est investie. Juste après une petite collation, les forces soi-disant de l'ordre nous délogent.

Mercredi, c'est l'université qui reçoit notre visite. On déambule dans les amphis, cours, couloirs et sur l'ensemble du campus. Hélas, peu d'étudiants sont présents, à peine quelques centaines. 20 heures, nous occupons un amphitheâtre pour tenir une agora impromptue avec une centaine de participants. C'est peu, mais la fac était pratiquement vide ce jour là. Le débat est bon, portant sur le chômage, le revenu social, la flexibilité, la droite, la gauche, les syndicats...

Samedi, c'est le centre ville de Caen qui reçoit notre visite : tracts, sono, infos...

Mardi matin, nous nous retrouvons dans le quartier de la Guérinière. L'après-midi, point sur la manif qui doit avoir lieu le soir même. Le collectif s'est encore renforcé, et nous devons étudier l'attitude des autres organisations qui semblent à bout de souffle, n'ayant ni voulu ni pu augmenter leurs troupes. Le collectif, composé à 70 % de chômeurs, précaires et R.M.Istes a pris une place forte dans la lutte. Il est numériquement le groupe le plus important et est soutenu par pas mal de personnes. Nous analysons la situation. Nous comprenons que la C.G.T., A.C. ! et le reste feront capoter la lutte pour des raisons électorales. Ils sont prêts à tout pour cela, l'Etat aussi. C'est pourquoi il faut se méfier de possibles agressions physiques contre des chômeurs membres du comité, mais aussi de tentatives d'infiltrations pour provoquer de la casse que les médias monteront en épingle et que les uns et les autres exploiteront pour tenter de nous criminaliser. Des dispositions sont prises pour parer à toute éventualité lors de la manifestation. Sur les lieux, il y a 400 personnes. On est loin des 1000 à 1500 des jours précédents. Comme nous l'avions pressenti, c'est une grande messe d'enterrement qui s'annonce. La seule chose qui augmente, c'est le nombre de camionnettes. Il y en a trois cette fois ci. Autour d'elles, les organisateurs serrent les rangs, les calicots en garde-frontières, pour nous isoler. Nous profitons d'un moment de flottement pour rentrer dans le

groupe central. Aussitôt, les autres mettent leurs sonos à fond. La manifestation démarre. Cette fois encore, il y a beaucoup de monde avec nous. En face, ça distribue dans un oecuménisme touchant des autocollants C.G.T. et A.C. ! Les gros bras de la C.G.T. sont là, de même que des individus inconnus sur Caen qui papotent avec eux. Et voilà que les primates du Service d'ordre se postent devant quelques épiceries. Ce qui surprend et étonne dans nos rangs : la C.G.T. voudrait-elle faire croire à des violences que personne ne commet ou veut-elle se faire bien voir des petits commerçants ? Ouh, n'est-ce pas, en se mettant à deux ou trois devant une vitrine, bien en évidence, une façon subtile de provoquer ? Une chanson fuse alors "Fauchons, Fouquets oui, oui, oui ; restos du coeur, non, non, non". Le ridicule ne tue pas la C.G.T., mais il la remet à sa place. Dans nos rangs on entend "réduction du temps de travail, oui ; flexibilité, non" et des critiques acerbes fusent qui dénoncent les accords des grands syndicats sur l'annualisation et le rôle du gouvernement. Toutes choses que les autres voudraient occulter en attaquant seulement le patronat dans leurs haut-parleurs. Au slogan "Tous ensemble contre le patronat", nous ajoutons "et contre le gouvernement", et quand ils font résonner "Du travail pour tous", nous précisons "Mais pas n'importe quoi : du travail socialement utile". Bref, on détourne, retourne et renouvelle la ritournelle. A la fin de la manifestation, la C.G.T. masse ses salariés devant l'entrée de la préfecture que personne ne menace. Les manifestants emportent l'image d'un dernier quarteron de staliniens paumés.

Mercredi, nous campons à l'office H.L.M. car de nombreux chômeurs ont des problèmes de logement. Nous défendons les cas les plus urgents. Affaire à suivre.

### **Une pause pour réfléchir**

Et maintenant, nous faisons une petite pause pour réfléchir au devenir du Collectif et tirer les premiers bilans. Pourquoi notre Union locale C.N.T. a-t-elle décidé d'agir ainsi, pourquoi a-t-elle choisi ce type de structure ?

### **Cartel d'organisation ou collectif de lutte**

Nous partons du principe que la lutte aujourd'hui ne peut être large si elle se résume aux structures habituellement en présence (syndicats, partis, groupuscules, associations...) dont la représentativité est si entamée que les forces leur font défaut. Ces structures sont souvent animées ou mises en place par des politiciens qui instrumentent ces espaces et cherchent à en contrôler la direction. La sacro-sainte "unité" dont ils se gargarisent se limite dans les faits à la mise en place de cartels qui sont, malgré les apparences, des champs clos pour les rivalités de pouvoir mégalomaniaques de petits apparatus. Prenons un exemple dans la lutte des chômeurs : les ASSEDIC étaient directement visées par les chômeurs et étaient la cible naturelle des occupations. Mais, n'était-ce pas l'intérêt de nos syndicalistes aux petits pieds (C.G.T., C.F.D.T., F.O.) que de les en détourner, certes subtilement ? En effet, du fait du paritarisme auquel ils tiennent comme à la prunelle de leurs yeux (ou à leurs portefeuilles, pour être plus proche de la réalité), ces syndicats participent directement à la gestion des ASSEDIC<sup>[4]</sup> et sont donc directement responsables des problèmes qu'y rencontrent les chômeurs. Ils ont certes réussi le tour de force d'être à la fois dans les caisses comme gérants et dans la rue pour protester contre une gestion inhumaine. On comprend que leur motivation réelle, ne pouvait pas être très forte. Et on comprend aussi que, pour la C.N.T.-A.I.T. qui ne se reconnaît pas dans ces petits jeux là, il n'y a aucun intérêt à participer à un cartel avec ces organisations ou leurs satellites.

Il faut noter que, généralement, ce qu'on observe pour les ASSEDIC est observé dans bien d'autres cas. Les syndicats dits représentatifs dépendent pour vivre des subventions de l'Etat, du patronat, des collectivités territoriales, des liens avec les partis politiques qui, une fois au pouvoir, leur attribuent (ou leur reprennent) des places juteuses dans de nombreux organismes officiels. Les alliances conditionnent les "succès" électoraux dont dépend tout ce lucre. Pour ceux qui en vivent ou qui en tirent des bénéfices directs ou indirects, l'essentiel est dans la réussite de leurs stratégies politicardes, pas dans les luttes de chômeurs. De fait, le P.C. via la C.G.T., les socialos, les verts, l'extrême gauche, les syndicats, A.C.!, MNPC, etc. ont soumis la lutte au jeu de ces alliances électorales dans l'approche des régionales du 15 mars 98.

Dans ce contexte, la création d'un Collectif qui regroupe des individus en lutte (et pas un quarteron d'organisations) est pour nous la meilleure réponse, l'union se faisant sur ses objectifs revendicatifs et leur satisfaction. Elle n'a point à s'embarrasser d'enjeux électoraux ou politiques. Que l'on vote de telle manière ou pas, que la gôche ou la droite gouverne, n'embarrasse nullement ce type de collectif.

### **Des revendications immédiates**

Les revendications immédiates sont critiquées à juste titre par certains. Mais l'urgence commande la décence (dans cette lutte, c'est la survie qui se joue parfois). Nous, anarchosyndicalistes n'opposons pas "revendication immédiate" et "alternative sociale" ; il y a un rapport dialectique entre les deux concepts. Les besoins produisent des revendications, elles nécessitent l'union, l'union cimente des perspectives nouvelles. Les revendications des chômeurs se doivent d'être satisfaites, notamment sur les minima sociaux.

## **Action unique ou plurielle**

L'action unique oblige toutes les forces en lutte à converger vers le même objectif, à se rassembler pour la même occupation... L'inconvénient est facile à deviner : si l'objectif ne plaît pas, une partie des forces ne fait rien ; la discorde naît. Cela d'autant plus que, généralement, l'objectif unique est déterminé par des états-majors sans débat véritable à la base. C'est comme cela que surgit tout d'un coup un mot d'ordre pour "une manif nationale à Paris" dont même la date est déterminée en "haut lieu", ou ... pour arrêter une lutte, comme on l'a vu dans le tout dernier conflit des camionneurs. Il suffit aux états-majors de s'assurer de la complicité des médias, de contrôler quelques structures, de jouer du vote, de neutraliser ou de phagocyter une structure indépendante... Sous prétexte de "tous ensemble", l'unité devient presque systématiquement celle des magouilleurs. C'est pourquoi l'Union locale de Caen de la C.N.T.A.I.T. défend l'idée d'une lutte à présence et à actions plurielles. Avantage : tous peuvent participer à la lutte, chacun selon ses propres choix et principes de lutte. L'ensemble des sensibilités s'exprime, personne n'est frustré ; et les manipulations sont bien plus difficiles.

## **Action et démocraties directes ou dirigisme**

Alors que certains préfèrent s'en remettre aux états-majors, le collectif a fonctionné sur l'action syndicale directe et les Assemblées Générales ouvertes. Les libertaires que nous sommes ne peuvent que s'en réjouir. La démocratie directe est seule capable de responsabiliser, de placer chacun face à l'autre et de saisir les liens à tisser, pour redonner à tous leur part de liberté, de souveraineté et d'union. Agir et penser par soi-même, mécanisme de la liberté. L'action syndicale directe pratiquée par le collectif était le meilleur moyen de peser, de créer un rapport de force sans dirigisme, ni délégation de pouvoir, ni tiers. On retrouve, dans la pratique, Pouget, Griffuelhes<sup>[5]</sup> et quelques autres...

## **Violence ou non-violence**

La C.N.T.-A.I.T. de Caen était largement en accord avec le collectif sur le refus d'action violente, de l'évitement du face à face avec la police, des insultes ou sobriquets, d'usage si facile mais si peu efficace. Pourquoi ? Parce que ni les personnes ni les groupes ne sont en mesure d'opposer violemment leur légitime défense face à la violence étatique, bien plus puissante. Nous n'aurions pu que la subir. Nous serions tombés dans le panneau de certains qui consiste à repérer les personnes les plus actives, les militants connus et à orchestrer contre eux des provocations (insultes, bousculades, interpellations...). Criminaliser notre lutte permettrait aux médias et aux bien pensants d'isoler le collectif, de le discréditer ; de le détruire ensuite. Il est toujours facile de lancer un pavé et de s'enfuir à la moindre charge. Il faut beaucoup de détermination, de force, de radicalité pour occuper tranquillement un site sans s'enfuir au moindre gyrophare.

## **La problématique des actions coup de poing**

Les actions "coup de poing" (occupations) nécessitent du secret. Trop souvent elles se décident en groupe restreint, et les manipulations existent. Nous, nous faisons une A.G. juste avant chaque action, et chacun pouvait proposer des objectifs. Une fois la chose décidée collectivement, nous nous rendions immédiatement sur les lieux choisis. Bien sûr, chacun savait que la journée était prise et qu'on ne quitterait la réunion que pour aller à l'action afin de limiter les risques de fuites. Secret et démocratie directe allaient donc de pair.

## **Spontanéisme ou conscientisation**

Notre grande difficulté est bien le conditionnement opéré par le système, la pensée unique, le conformisme, etc. Une pratique d'auto-organisation, des débats, des idées, des actes vécus pendant la lutte opèrent une prise de conscience et déconditionnent les individus. Sans l'effort de réflexion, sans l'action, il ne se passe rien, du moins rien n'ébranle réellement le discours dominant.

## **Action de masse ou minorité agissante**

La réalité vécue à Caen semble refléter la situation générale : la lutte des chômeurs était menée par des groupes de quelques dizaines d'individus, voire par ces coquilles vides que sont certaines organisations, réduites à leurs appareils. La masse est comme chloroformée. Il semble acquis que, là où cela a bougé, ce sont des minorités agissantes qui en ont été les acteurs et les promoteurs. A Caen, sans l'appui de la C.N.T.-A.I.T. et de quelques dizaines d'adhérents du syndicat chômeurs de cette Union locale, il ne se serait rien passé. Preuve que les minorités agissantes sont des leviers pour l'action de masse et peuvent agir concomitamment, voire en symbiose. Reste à définir les buts et les actions de ces minorités. La logique lénino-trotskyiste, stalinienne ou social-démocrate est de contrôler le mouvement et de s'en servir comme point d'appui pour la conquête du pouvoir au profit d'une minorité (avant-garde ou parti). Bref, la masse ne leur sert que de faire valoir.

Pour nous, anarchosindicalistes, la masse, ou une masse, est seule capable de détruire le système, et, par son action, de produire une alternative sociale. La fonction des minorités libertaires est, de ce fait, d'insuffler l'auto-

organisation par le débat, en faisant connaître notre identité éthique, notre tactique, nos théories et doctrines, par une pédagogie de la démocratie directe, de non-direction de structure. Tel doit être notre engagement, tel nous fûmes dans cette lutte.

### **Isolement ou coordination**

La grande faiblesse de ce mouvement et d'autres, c'est qu'il n'y a pas de lien entre les groupes en lutte. Impossible alors de desserrer l'étreinte de la C.G.T. ou d'A.C.! et de leurs satellites associatifs, sauf en de rares lieux (comme à Caen). L'isolement n'est pas la source de profit et ne permet pas d'éviter la récupération. La grève générale nécessite entente, coordination, concomitance ; la lutte d'ampleur également. Le réseau, très modeste, dont nous disposons actuellement est à développer.

### **Les médias**

Sur Caen, les médias ont surtout pratiqué le silence radio. Juste une information lors de la première occupation, du genre : "Des chômeurs soutenus par un syndicat anarchiste se font évacuer des ASSEDIC". Pour l'occupation du Crédit Lyonnais, malgré la volonté du caméraman, rien dans l'audiovisuel, deux lignes dans la presse écrite ("des chômeurs ont manifesté devant le Lyonnais"), et rien sur notre présence. Il faudra attendre l'occupation de l'ANPE, alors que le groupe A.C. ! C.G.T. ne représentait qu'une vingtaine de personnes, pour qu'à la suite d'une protestation de notre part, une brève information signale notre action. Le samedi, manif. Là on est passé rapidement aux nationales et aux régionales, sans explication, bien que la banderole du collectif et les panneaux C.N.T. aient été montrés. Occupation de la DDASS et des ASSEDIC, là ça passe : "un comité de chômeurs, qui refuse de rallier la C.G.T., occupe l'ASSEDIC, soutenu par la C.N.T. ; il est néanmoins composé de chômeurs et de S.D.F.

Le pire, ce sont les journalistes qui demandent pour se déplacer s'il y a de la casse ! La C.G.T. et A.C.! font la une, comme au plan national. Pourtant, à Caen, le collectif multiplie les actions qui mobilisent bien plus largement qu'A.C.! et la C.G.T.

### **La C.G.T**

D'emblée, elle fait tout pour avoir le leadership et nous écarter. Etouffant la lutte pour éviter d'en perdre le contrôle, la trahissant pour rester fidèle à ses alliances électorales. Elle cherchera à nous discréditer en utilisant le vocabulaire habituel ("casseurs, anars, provocateurs, fascistes..."). Le néo-stalinisme n'est pas plus reluisant que l'ancien ! Cela amènera quelques gros bras connus pour la provoque à roder autour de nous et, vers la fin, à infiltrer nos rangs pour mieux comprendre comment nous casser (en pure perte d'ailleurs). La C.G.T. mobilisera surtout ces apparatchiks et quelques chômeurs pour la forme.

### **A.C. ! et consort**

Complètement inefficace, incapable de peser sur la C.G.T., faute de force, de volonté et à cause de leur sectarisme, de leur soumission au jeu politicien (Verts - Extrême gauche - C.F.D.T.), A.C.! semble pour l'instant le grand perdant. L'extrême gauche est très réduite à Caen et n'a pu que suivre l'action.

### **La pratique clientéliste**

Il faut étudier son impact. En effet, la C.G.T. et autres font de la récupération en promettant d'arranger leurs problèmes aux personnes qui viennent, en plaçant évidemment leur carte au passage. Puis, en se servant des plus démunis, ils les baladent dans leurs actions. De pauvres gens suivent et servent de troupes, prêts à soutenir tous ceux qui promettent de les aider, aussi bien d'ailleurs le F.N. que les anars. Nous avons refusé cela même si nous aussi, nous aurions pu gonfler nos effectifs. Le clientélisme, qui repose sur la soumission, est antagonique avec l'anarchosyndicalisme qui repose sur la liberté. C'est pourquoi en ce qui nous concerne, au collectif, nous avons expliqué et proposé autre chose : le fait d'agir collectivement, par l'action syndicale directe, pour résoudre les cas concrets qui se présentent en allant ensemble défendre nos droits, nos demandes de fonds sociaux, etc. Nous ne proposons rien à recevoir, mais bien à obtenir.

L'expérience menée par le collectif des chômeurs a eu un retentissement important. Le leadership de la C.G.T., d'A.C.! est tombé l'eau. L'idée de l'auto-organisation des chômeurs, à travers des pratiques assembléistes fait son chemin. L'apparition d'un pôle non contrôlé par les réformistes et "partenaires sociaux est porteur d'avenir, même s'il est trop tôt pour tirer des conclusions de cette expérience. La C.N.T.-A.I.T. a une nouvelle foi démontré sa présence, sa capacité à agir, son expérience pour impulser des A.G. décisionnelles et globaliser l'analyse anti-capitaliste.

Des militants CNT-AIT de Caen.

Certains thèmes abordés dans cet article font l'objet de développements plus importants dans "Les cahiers de l'anarchosyndicalisme, édités par l'Union locale de Caen. On lira en particulier avec profit les numéros suivants :

N°5: Réflexions sur le chômage,

N°8: Anarchosyndicalisme et autonomie populaire,

N°12: Le revenu social garanti,

N°13: L'action directe (réédition du texte d'Emile Pouget),

N°22: Des revendications à l'Utopie - Techniques de luttes.

*D'autres textes en téléchargement sur : <http://cnt.ait.caen.free.fr>*

[1] La première partie de ce texte (relatant l'occupation des ASSEDIC) a été publiée dans le numéro de janvier et février du réseau de presse "Le Combat Syndicaliste ", (édition nationale).

[2] L'article déjà publié se concluait ici par les mots suivants : "Constat à Caen : un pôle chômeurs existe, peut-être capable de faire échapper une lutte de chômeurs à la C.G.T. Si A.C.! et quelques autres nous avaient rejoints nous aurions localement pu soutenir une occupation plus importante. Que chacun prenne ses responsabilités. Le Comité va continuer à agir. Donc, affaire à suivre.". L'affaire était vraiment à suivre, comme en témoigne la suite du texte.

[3] A ce jour, ces dossiers ont reçu une issue satisfaisante. La lutte paie.

[4] Rappelons que la "patronne" des ASSEDIC de France est Nicole Notat, de la C.F.D.T., élue à cette fonction avec les voix des patrons, succédant à Force Ouvrière (qui avait été élu à cette même présidence avec les mêmes voix). La C.G.T. est également très bien représentée dans ces instances.

[5] Pouget et Griffuelhes, comme Pelloutier font partie des fondateurs de la C.G.T. (Confédération Générale du Travail) en France à la fin du siècle dernier. Jusqu'en 1914, la C.G.T. était anarchosyndicaliste.